

N'est-ce pas quand il y a des embarras sérieux, comme l'imminence d'un grave arrêt pour défaut de paiement, que les usuriers se présentent pour faire des victimes et leur imposer de fatales conditions? Il en est de même dans les affaires gouvernementales; les gros capitalistes sont exigeants; ils exploitent largement la fortune publique quand elle est placée en des mains inhabiles ou imprévoyantes. Avant l'imminence de la guerre et pendant qu'on attendait quelques résultats avantageux pour nous du congrès de Bruxelles, surtout avant les derniers événements de Rome et de Toscane, on eût trouvé beaucoup plus facilement, soit à Londres, soit à Paris, des banquiers qui nous auraient fait des conditions moins onéreuses et plus acceptables que celles qu'on veut nous imposer aujourd'hui. Il est trop tard maintenant pour que cette opération ne se fasse pas au grand détriment de nos finances. A qui la faute sinon au Ministère? Il y avait assez longtemps que des projets de guerre étaient formés pour qu'on dût prévoir qu'ils ne pourraient s'accomplir sans beaucoup d'argent, puisque l'argent c'est toujours le principal nerf de la guerre. Conçoit-on qu'on puisse en être aux expédients pour trouver quelques millions à la veille des hostilités? Mais à propos de guerre et hostilités, il ne se passe guère de jours sans qu'on adresse au Ministère différents reproches sur les retards qu'on met à les commencer! Sans nous faire à cet égard le champion du Ministère, nous ne concevons pas que dans des circonstances aussi graves on puisse le harceler sans cesse et le pousser l'épée aux reins pour qu'il commence tout de suite les hostilités, sans songer à l'immense responsabilité d'une pareille détermination.

Dans un Gouvernement constitutionnel comme le nôtre, le pouvoir exécutif est le gardien de l'honneur du pays; étant seul confident de nos relations politiques et diplomatiques, il doit être le seul arbitre de nos susceptibilités nationales, comme il est le seul dépositaire et l'appréciateur responsable de nos forces matérielles et de toutes nos ressources pour faire la guerre.

Or, ne faut-il pas qu'il achève ses préparatifs et surtout qu'il réalise des millions à quel prix que ce soit, puisqu'il a eu l'imprudence d'attendre que les caisses de l'État fussent vides avant de songer à y prévoir? D'ailleurs, conçoit-on qu'on puisse donner avant le temps opportun l'audacieux et terrible signal de ce premier coup de canon qui embrasera l'Italie et peut-être l'Europe? Ne faut-il pas qu'on pèse dans cette redoutable balance de nos destinées, et le poids que nous pouvons y mettre de concert avec nos frères d'Italie et celui peut-être plus grand encore que doivent y placer la France et l'Angleterre? La France surtout, messieurs, dont il faut absolument demander le concours et attendre le dernier mot.

Mais s'il est vrai, comme on vient de nous l'annoncer officiellement, que l'honneur nous oblige à commencer prochainement les hostilités; s'il est vrai, comme on ne peut en douter aujourd'hui, que l'Autriche soit ouvertement et de tous points dans ses torts par sa conduite astucieuse auprès des Cabinets de l'Europe, par les lenteurs calculées, les retards sans fin, les difficultés insurmontables qu'elle apporte au congrès de Bruxelles, tandis que, par ses violences et ses exactions inouïes à l'égard de nos frères d'Italie, elle nous excite et nous provoque à prendre l'initiative des combats....

CAGNARDI. Sembra fuori della questione.

IL PRESIDENTE. A me pare che non sia fuori della questione, perchè vuol provare che il Ministero si è allontanato da alcuna misura di prudenza; è un po' lontano dal vero punto, ma non è fuori della questione.

LIONE. Non si tratta qui se si voglia guerreggiare o no; si tratta di vedere se si voglia provvedere all'erario.

IL PRESIDENTE. Invito l'oratore a voler restringere un po' più la cerchia delle sue osservazioni, portandosi sul vero punto di questione.

MONGELLAZ. Puisque l'on demande de l'argent pour faire la guerre, il faut bien en parler. Du reste, messieurs, je suis étonné de vos interprétations; car je crois que dans ce que je dis il n'y a rien d'inconvenant.

Pourquoi l'Autriche et ses perfides suppôts déploient-ils à l'égard du Piémont ce machiavélisme infernal et protecteur? N'est-ce pas parce qu'ils connaissent l'agitation vive et croissante, l'impatience insurmontable qui règnent dans ce pays? Ils veulent donc par tous les moyens possibles le pousser à bout! Ils désirent que notre armée commence hâtivement et imprudemment les hostilités avant que l'Angleterre et la France aient épuisé leurs moyens de conciliation; avant que ces deux puissances, qui nous sont sympathiques et bienveillantes, se soient prononcées sur cette grave question. Ils désirent surtout que nous puissions nous compromettre vis-à-vis de la France.

Ah! que messieurs les ministres prennent leurs précautions à cet égard! Il faut nécessairement qu'ils agissent de concert avec cette grande et généreuse nation, qui, notre voisine et notre alliée naturelle, est forcément intéressée à notre sort. Ce n'est pas en vain qu'elle a rassemblé à ses portes cette armée formidable, baptisée du nom prophétique d'*Armée des Alpes*! (*Interruzione*) Un peu de patience et d'attention, je crois qu'il s'agit d'une question importante.

Non! messieurs, plus on y réfléchit, plus on est conduit à prévoir que la France, voyant sa médiation acceptée par nous avec confiance et éludée avec mauvaise foi par l'Autriche, ne souffrira pas que nous nous engagions seuls dans une lutte inégale où son honneur est engagé presque autant que le nôtre!

En effet n'a-t-elle pas promis solennellement par la bouche des Lamartine, des Bastide, en un mot par la voix de ses organes officiels, qu'elle voulait l'affranchissement et l'indépendance de l'Italie, et qu'une armée était prête à nous seconder si nous en avions besoin? Tout serait à notre avantage contre l'Autriche, et nous n'aurions pas aujourd'hui une guerre dont les chances sont douteuses (*Mormorio*), si le Ministère Pinelli avait demandé l'intervention et accepté les secours offerts par la France. (*Bisbiglio*)

Aujourd'hui, messieurs, au point où en sont les choses, avec l'esprit qui règne en France, croyez-vous que son Gouvernement puisse poser les armes avant d'avoir obtenu un résultat devenu essentiel à son honneur, à ses intérêts, à son repos? Non, messieurs, cela n'est pas possible. Que nos ministres aient donc toujours les yeux vers la France, et qu'ils se tiennent en garde contre la vive impatience et la trop belliqueuse ardeur de leurs imprudents amis. L'illustre diplomate Talleyrand disait que dans la solution des grands problèmes politiques la spontanéité et la bonne foi étaient également nuisibles.

Quant à nous, messieurs, sans manquer jamais de bonne foi, évitons du moins la spontanéité, c'est-à-dire l'imprudence. Méprisons pour le moment les incessantes et astucieuses provocations de Radetzky, attendons le moment favorable pour l'écraser ou le refouler si loin qu'il ne revienne jamais.

Pour cela, messieurs, il est nécessaire que nous agissions de concert avec l'Angleterre et la France; car c'est en vain qu'on voudrait se le dissimuler, la question italienne, dans